

**RAPPORT N°2025/3-03**  
**Au bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 26 juin 2025**

**OBJET :**

**OPERATIONS DE RECONNAISSANCES GEOLOGIQUES DU PROJET TANIKA SUR LE SECTEUR DE LA GRANDE CHALOUPÉ – AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR**

EDF projette d'implanter une station de transfert d'énergie par pompage (STEP) marine sur le secteur de la Montagne à Saint-Denis. Elle consistera en un réservoir d'eau de mer perché à plusieurs centaines de mètres au-dessus de l'océan, destiné à stocker l'énergie renouvelable pour la restituer en période de pointe, avec une puissance de 50 MW, et ainsi renforcer la gestion du réseau électrique insulaire face aux défis de l'intermittence et de la dépendance aux énergies fossiles

La société HYDRO TANIKA, filiale d'EDF, va réaliser des opérations de reconnaissances géologiques ayant donné lieu à un dépôt d'un dossier de déclaration au titre du Code de l'environnement.

Les reconnaissances seront en partie situées au sein du périmètre de protection rapprochée du captage d'eau de la Pointe du Gouffre qui alimente en eau potable les habitants de la Grande Chaloupe. Conformément à l'arrêté préfectoral n° 2025-452/SG/SCOPP/BCPE du 14 mars 2025 relatif audit captage, un suivi hydrogéologique devra être assuré par un hydrogéologue expert, conformément à un protocole de suivi.

C'est dans ce contexte que la CINOR et la société HYDRO TANIKA se sont rapprochées afin d'organiser la mise en place de dispositifs d'alimentation de secours en eau potable des usagers en cas de perturbation pendant les opérations de reconnaissance.

La convention, annexé au présent rapport, définit les conditions dans lesquelles HYDRO TANIKA prendra à sa charge les frais correspondants à la mise en œuvre éventuelle des prestations de secours au niveau du captage de la Pointe du Gouffre lorsque les perturbations qui en sont à l'origine sont directement imputables aux reconnaissances.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les termes de la convention,
- M'autoriser à signer cette convention et l'ensemble des pièces connexes.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président**  
**Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2025/3-03  
du bureau de la Communauté  
en séance du 26 juin 2025**

**OBJET :**

**OPERATIONS DE RECONNAISSANCES GEOLOGIQUES DU PROJET TANIKA SUR LE SECTEUR DE LA GRANDE  
CHALOUPÉ – AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable »  
dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique  
de la CINOR**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250626-BC2025-3-03-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2025  
Date de réception préfecture : 09/07/2025

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/3-03 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les termes de la convention relative à l'alimentation en secours en eau du secteur de la Grande Chaloupe pendant les opérations des reconnaissances géologiques réalisées par la société HYDRO TANIKA

**ARTICLE 2**

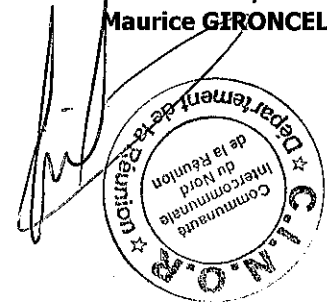
D'autoriser le président à signer cette convention et l'ensemble des pièces connexes.

Nombre de votants : 11  
Suffrages exprimés : 11  
Vote pour : 11  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUIN 2025

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250626-BC2025-3-03-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2025  
Date de réception préfecture : 09/07/2025